

**Nations unies - Briefing sur la paix  
et la sécurité en Afrique -  
Intervention de la représentante  
permanente adjointe de la France  
auprès des Nations unies au conseil  
de sécurité**  
(New York, 10 août 2017)

Je souhaite tout d'abord remercier la vice-secrétaire générale pour l'initiative qu'elle a entreprise en menant cette mission conjointe avec l'Union africaine en RDC et au Nigéria et, plus largement, pour son implication personnelle dans la lutte contre les violences faites aux femmes. Cette lutte quotidienne appelle ce niveau d'engagement et d'initiative et la France soutiendra les efforts qui continueront d'être menés, Madame la Vice-Secrétaire générale, en ce sens. Je souhaite également saluer l'engagement de la représentante spéciale sur les violences sexuelles dans les conflits armés et celui la directrice exécutive d'ONU Femmes et leur réitérer notre plein soutien.

Je salue aussi le renforcement de la coopération entre le conseil de sécurité et le conseil paix et sécurité de l'Union africaine, dans le cadre duquel ce briefing d'aujourd'hui s'inscrit. Je remercie à cet égard l'ambassadeur Tete Antonio pour son exposé.

Notre réunion entre tout à fait dans l'approche transversale et globale du secrétaire général, que nous soutenons, et qui vise à sortir d'une logique en silos. Nous l'avons souvent répété, nous ne devons pas aborder les questions de paix et sécurité, de développement et de droits de l'homme de manière isolée et non corrélée si nous voulons que l'ONU parvienne à remplir la mission que les États membres et les peuples lui ont confiée.

Nous réitérons à cet égard notre soutien à la pleine mise en oeuvre de l'agenda 2030 et notamment de l'objectif et des cibles visant l'émancipation des femmes et l'égalité entre femmes et hommes.

Les échanges d'aujourd'hui attestent en particulier de la nécessité pour ce conseil de prendre en considération de manière plus régulière et plus systématique, à la fois au moins trois choses : la défense des droits des femmes, la lutte contre les violences dont elles font l'objet mais surtout leur pleine participation pour la réalisation d'une paix durable. Il y a aujourd'hui un consensus sur ce fait : lorsqu'on néglige la moitié de l'humanité, on s'assure de voir des conflits perdurer. Cela n'est pas seulement une nécessité de principe mais aussi une exigence en termes d'efficacité : par ces récits précis, dont la vice-secrétaire générale nous a fait part et que ce conseil a pu recueillir dans divers déplacements qu'il a entrepris, nous comprenons bien combien la situation de nombreuses femmes est intimement corrélée aux réponses que nous tentons d'apporter aux menaces à la paix et à la sécurité. Le prochain débat ouvert «femmes, paix et sécurité», qui se tiendra au mois d'octobre, devra nous permettre de présenter et d'adopter des solutions concrètes et opérationnelles dans ce domaine et d'examiner à nouveau

les moyens concrets d'une pleine mise en oeuvre des huit résolutions de cet agenda adoptées par ce conseil.

Il faut faire davantage pour que les paroles et les engagements si souvent répétés se traduisent en actes et en changements réels, afin que les femmes ne soient plus victimes, mais deviennent actrices, à part entière et à part égale, dans leurs sociétés respectives.

S'agissant plus spécifiquement des abus et des violences sexuels, la France réitère son plein soutien à la stratégie du secrétaire général dans ce domaine et à la politique de «tolérance zéro» envers les responsables de ces abus.

J'en viens maintenant aux deux pays visités par la vice-Secrétaire générale.

S'agissant d'abord de la situation en RDC, elle doit retenir toute l'attention de ce conseil. Tous les efforts doivent être faits pour la tenue des élections et la mise en oeuvre des mesures de décrispation politique prévues par l'accord du 31 décembre 2016, qui sont essentielles. Les femmes doivent avoir toute leur place dans ce processus.

La France est particulièrement préoccupée par la violence dans les Kasai, qui a atteint un niveau insoutenable. La crise en RDC ne sera pas résolue sans que justice soit faite pour toutes les victimes de violations du droit international humanitaire et des droits de l'Homme, et notamment les femmes et les filles. Nous appelons les autorités congolaises à coopérer pleinement avec l'équipe d'experts internationaux mise en place par le conseil des droits de l'homme au mois de juin dernier. Ces experts doivent avoir accès sans restriction aux lieux et personnes concernés afin de pouvoir identifier les responsables des violences commises. C'est une étape indispensable afin que les responsables de ces violences répondent de leurs actes devant la justice. Nous réitérons aussi à cet égard notre appel à la mise en place, par le secrétaire général d'un mécanisme spécial d'enquête pour faire la lumière sur la mort des deux experts du comité de sanctions RDC.

Enfin, nous sommes aussi préoccupés par la situation humanitaire en RDC, qui atteint tout particulièrement les femmes, comme Mme Amina Mohammed vient de le souligner. Des solutions à long terme doivent être envisagées et mises en place pour répondre aux situations des femmes déplacées.

S'agissant du bassin du lac Tchad, le conseil s'y est rendu au mois de mars dernier et a largement abordé la question des violences faites aux femmes, compte tenu de l'ampleur des crimes commis contre les civils par Boko Haram. Le conseil a rappelé à cette occasion qu'il était essentiel que la réponse sécuritaire à ce groupe terroriste s'accompagne d'une réponse judiciaire et que la réponse soit coordonnée avec les pays voisins. La lutte contre l'impunité doit là aussi être une priorité, avec le respect des droits de l'homme et du droit international humanitaire.

Madame la Vice-Secrétaire générale, vous pouvez compter sur le plein soutien de la France à votre démarche et je souhaite saisir l'opportunité de votre présence aujourd'hui pour vous

demander quels sont les prochains déplacements que vous envisagez, visant à aborder la question des droits des femmes et des violences sexuelles.

Merci beaucoup./.